

الملخص :

تواجه عملية تحليل المسار الذي فجّرت أحداث 2010/12/17 مشكلاً منهجياً هاماً. إنه مشكل الوضع العلمي والإبستمولوجي لظواهر جديدة ما انفكت تثير الجدل والمطارحات. فالانغلاق في مفاهيم ومقولات من قبيل "ثورة" "انتفاضة" "تمرد" يعمّق الانخراط في الأوهام الإيديولوجية ويحول دون التحقيق في دور العوامل الكامنة وراء قلق اجتماعي كلي يعدّ في أصل حدوث المفاجئ. كذلك إن السرد العفويّ للوقائع قد يسقط التحليل في نزعة تبسيطية مجردة من التساؤل الإشكالي. ضدّ العفوية إذن وضدّ الاغتراب النضري نعالج هذا المسار بعبارة "طفح الكيل" - ras-le-bol، وهو ما يؤهلنا لدراسة الوقائع الفردية والجماعية والأفعال والكلمات وفق منطلق يقوم على الملائمة وموازين القوى.

الكلمات المفتاحية : طفح الكيل - انشقاق - فاعلون - نزاعات - زعامة - نظام سياسي

Abstract

L'analyse de la situation déclenchée par les événements du 17/12 en Tunisie pose un problème méthodologique de taille. C'est le problème du statut scientifique de ce processus qui ne cesse de susciter polémiques et controverses. Se limiter à voir ce qui s'est passé en termes de « révolte », « soulèvement » ou « révolution », c'est adhérer à l'illusion idéologique et s'empêcher de voir les logiques sous-jacentes à ce malaise social total qui fut à l'origine de l'imprévu. Mais relater spontanément les faits, cela risque aussi de verser dans un simplisme journalistique dénué de tout fondement problématique. Contre cela et contre la torpeur paradigmatique, nous posons le problème en termes de ras-le-bol social, position qui nous permet de situer les actes individuels et collectifs, les faits et les mots dans une logique d'adéquation, de pertinence et de rapports de forces.

LES MOTS ET L'ACTION

Socio-anthropologie d'une

dissidence sociale



Abdelwaheb CHERNI

Institut Supérieur des Sciences Humaines

de Tunis



Les mots clés : dissidence, hérésie, acteurs, conflits, individu incertain, précarité.

« La décomposition des cadres sociaux fait triompher l'individu, désocialisé mais capable de combattre aussi bien l'ordre social dominant que les forces de la mort ». *Alain Touraine*⁽¹⁾

« Comme Tocqueville, Marx a été frappé par le contraste entre les émeutes de 1848, où les masses ouvrières de Paris ont combattu seules et sans chefs pendant plusieurs jours, et les troubles de 1949 où, une année après, les chefs parlementaires de la Montagne ont tenté vainement de déclencher des émeutes et n'ont plus été suivis par leurs troupes » *Raymond Aron*⁽²⁾

Introduction

Comme tous les faits sociaux, les événements du 17/12, en Tunisie sont porteurs d'énigmes, pour cela, ils sont souvent sujets à des interprétations allusives, si non obscures. Généralement, des faits de ce type ne livrent leur secret que très tardivement, dans la mesure où l'on ne les juge pas à partir du seul fait qui leur donne forme. Pour rendre raison de ces événements, il convient de tenir compte aussi de leurs aboutissements, de leurs résistances aux tentatives de récupérations et de détournements de leur déroulement. Il n'y a pas de faits purs, notamment en sciences sociales et, les choses n'évoluent pas dans une ligne directe. Certains mouvements se dépassent, se dédoublent bifurquent et prennent une autre allure (les événements du 17/12 ont commencé sociaux, mais au fil des jours ils se sont transformés en un mouvement de changement politique). Pour cela, l'interrogation seulement sur les fondements sociaux n'épuise pas le sujet. Il s'agit de la transformer en un questionnement problématique qui traite par exemple des mécanismes d'articulation par lesquels ces faits ont pris de l'ampleur pour revêtir l'aspect d'un processus.

Ce qui semble inopiné dans la marche des événements et les conduites collectives n'est en fait

que le produit d'une logique immanente d'articulation entre les choses. Vu de l'extérieur, les aspects en mouvement semblent compartimentés dans des univers isolés, sans liens et sans effets les uns sur les autres. Or, tout dans ce processus renvoie surtout à cette interférence par laquelle les compartiments fument s'effacent et s'homogénéisent. Cet article vise donc à dévoiler l'accord ou la cohérence de ce qui semble désuni et incohérent. Nous portons ainsi un intérêt particulier aux effets des rapports de forces sociales et symboliques sur l'orientation des événements : langage, forces et positions sociales, structures politiques ont tous fonctionné dans une logique de nécessité et d'adéquation objectives.

A la lumière de cela, nous procédons à l'analyse de ce processus en tant que ras-le-bol social. Quid alors des fondements latents et des auteurs de ce ras-le-bol ? Quelle était la part des mots dans la construction des faits, et, qu'en est-il du rôle des nouveaux rapports de forces, entre les locuteurs, dans l'invention et la légitimation de ces mots comme instruments de changement? □

I-Les Traces d'une dissidence : précis méthodologiques

Révolte, révolution, soulèvement, les notions décrivant la grogne populaire déclenchée suite à l'immolation de Mohammed Bouazizi, marchand ambulancier à Sidi bouzid le 17 décembre 2010 abondent, mais ne disent le plus souvent, rien sur le fond.

D'ailleurs, la polémique déclenchée entre les tenants de la thèse de révolution et ceux qui soutiennent la thèse de révolte ou « intifada », ne cesse de peser sur les débats animés sur les médias par les plateaux, les émissions radiophoniques et les rubriques politiques des journaux⁽³⁾. Comment les événements ont-ils éclaté et comment ont-ils dégénéré, en l'espace de quelques jours, en un cataclysme total ? Et quelle charge politique, ce cataclysme a-t-il porté ? C'est bien là le hic. Les digressions spontanées rompent l'unité du sujet, alors que la charge qui incombe au sociologue

consiste à construire cette unité et à situer les événements dans une cohérence théorique ou comme le dit Jean-Claude Passeron dans une « langue protocolaire de description et d'interprétation »⁽⁴⁾. Bien évidemment, cela pose un problème de démarche méthodologique et de paradigme d'analyse, d'autant plus qu'on est en présence d'un processus complexe où structures sociales et Histoires minuscules comptent très pertinemment dans l'appréhension des événements : si les structures et les circonstances ont suscité les protestations, il revient aussi aux trajectoires individuelles et aux statuts d'individus fragiles d'avoir allumé l'étincelle des débuts.

Se complaire, donc, dans des dénominations idéologiques comme « révolution de la dignité » ou « révolution du jasmin », cela ne permet pas de rendre compte des logiques latentes d'un éclatement de cette ampleur. La logique du social ne se livre pas facilement et, déjà, Tocqueville et Marx ont été frappés, au dix-neuvième siècle, affirme Raymond Aron par le contraste entre les émeutes de 1848 animées par les ouvriers de Paris, seuls et sans chefs pendant plusieurs jours, et les troubles de 1849, lorsque les tentatives des chefs parlementaires de la Montagne de déclencher des émeutes n'ont pas été suivies et les appels au soulèvement sont restés sans échos⁽⁵⁾. Pareillement, ce qui frappe dans le processus tunisien, ce sont surtout ses paradoxes. L'irruption des manifestants dans les rues, le tournant politique des contestations sociales qui ont fait tâche d'huile, gagnant de proche en proche, pour sortir des frontières du local et revêtir l'aspect d'un fait sociétal, semblent aussi irréductibles à des notions toute faites, voire même figées. En revanche, dévoiler les mobiles profonds de ces événements, de leur propagation et de la mobilisation populaire qu'ils ont suscitée, cela situe le sociologue dans une posture d'interrogation et de questionnement heuristique et permet à la sociologie de se renouveler et de renouveler ses outils, ses concepts

et ses démarches. On a affaire à un événement incontournable !

Ce qui s'est passé est inhabituel, il ne relève ni de l'ordre des mouvements de classes tels que décrits par les théories classiques du XIXe et du XXe siècle ni de celui des mouvements sociaux et des nouveaux mouvements sociaux étudiés par Alain Touraine⁽⁶⁾. D'ailleurs, ce sociologue qui s'est consacré à l'analyse des mouvements sociaux depuis les années cinquante et soixante parle aujourd'hui surtout de mouvements démocratiques qui posent la question du changement des systèmes politiques plutôt que de mouvements sociaux, au sens classique du terme. Pour cela, il n'est pas si aisé de trouver les outils théoriques susceptibles d'expliquer ce qui s'est passé. La scène sociale et politique ne cesse de surprendre, et voilà, les nouvelles formes de contestation interviennent pour mettre fin à une sorte de torpeur paradigmatique qui marque la réflexion sociologique et illusionnent les débats qui traitent des nouvelles dynamiques sociales. S'il a été donné aux sciences historiques de rester éternellement jeunes, comme le dit Weber, du fait du flux éternellement mouvant de la culture qui alimente sans cesse en nouvelles problématiques⁽⁷⁾, le triste privilège de la sociologie affirme Pierre Bourdieu est d'être sans cesse affrontée à la question de sa scientificité⁽⁸⁾. « Sans cesse interrogé, ajoute Bourdieu, le sociologue s'interroge et interroge sans cesse »⁽⁹⁾. Spectaculaire et frappant, le mouvement qui a déstabilisé les pouvoirs, en Tunisie et dans certains pays arabes, comme l'Égypte, est entrain de se propager pour gagner d'autres terrains lointains et en dehors du monde arabe, comme le Brésil, la Turquie, l'Espagne et les États-Unis⁽¹⁰⁾.

Ainsi, en Turquie les protestations déclenchées contre la destruction du parc Gezi ont dégénéré en un mouvement politique contre le premier ministre Recep Tayyip Erdogan⁽¹¹⁾. Quant au Brésil, le Movimento passe Livre (Mouvement du libre passage) en 2003 à Salvador de Bahia, lancé en

réaction à l'annonce de la hausse des prix des transport dans la ville de Sao Paulo fut aussi à l'origine d'une nouvelle vague de protestation, tout comme le mouvement contre l'éradication des favelas et l'exclusion des pauvres des grandes villes, monté à l'occasion de la tenue de la coupe du monde de football de 2014 et les préparatifs des jeux olympiques de 2016⁽¹²⁾. Tout a changé dans le monde de l'action sociale, les mobilisations, les enjeux, l'initiative et les aboutissements révèlent d'autres mobiles, d'autres trajectoires et d'autres processus.

A l'instar de la place Tahrir, en Egypte, la place Taksim est devenue un emblème, voire un repère de protestation contre le pouvoir, en Turquie. Partout dans le monde, en Tunisie, en Egypte, au Brésil, en Turquie et même aux Etats-Unis, avec le mouvement Occupy et en Espagne avec le mouvement des Indignés, le propre de ces mouvements c'est qu'ils ne sont liés à aucun syndicat ou parti politique⁽¹³⁾. Et même si ces mouvements des pays arabes furent récupérés par des acteurs politiques ou par les structures syndicales, fait flagrant que l'on constate notamment, en Tunisie et en Egypte, ce n'est pas le cas pour les autres où l'engagement dans la contestation s'est développée plutôt, contre la vie politique et avec une sorte de désaffection pour l'activité partisane. D'ailleurs, palinodie, volte-face, on va voir la même désaffection frapper, ultérieurement, lors de la tenue des élections de la Constituante en 2011 et les législatives de 2014, la conduite politique des jeunes. La force considérée pourtant comme le fer de lance de la dissidence, fin 2010, a boudé les urnes. Mais, attention ! Les gens déçus de l'activisme politique⁽¹⁴⁾ dans les sociétés industrielles sont gagnés, aujourd'hui, par l'action des associations et les mobilisations collectives. L'heure, dans ces sociétés est pour une autre forme d'action où les choses ne se décident pas dans les locaux des centrales syndicales ou dans les locaux des partis politiques. Tout semble se jouer sur le tas et par l'initiative

d'acteurs libres et affranchis des contraintes des structures partisans, d'où, d'ailleurs, l'importance des notions de « société civiles » et de « démocratie participative ».

La situation n'est pas très différente en Tunisie. Ici, acéphale et sans structures politiques dirigeantes, le cataclysme tunisien ne livre pas facilement ses secrets : les événements furent brefs, brusques et radicalement subversifs. ET pour les saisir et les interpréter, le sociologue ne dispose que de quelques traces laissées ici et là par le passage tempétueux d'émeutiers déchaînés, en transe, contre le pouvoir. Sur la scène publique, cet exutoire politique, par où se sont épanchés colère et refoulés, façades, pavés et murs ont tous servis de papier de soulagement, sur lequel les manifestants ont communiqué avec abandon. L'espace public conquis, il fut transformé en une tribune de la dissidence.

Déclenché à la lisière du politique, ce mouvement s'est servi des de ces espaces pour s'adresser aux gens et les mobiliser contre le pouvoir en place. C'est une autre façon d'agir: le ras-le-bol hérétique ou dissident n'avait pas besoin de structures reconnues pour s'exprimer ; il devait plutôt inventer et le discours et la tribune, d'où cette adéquation parfaite entre les mots et la situation, le cas des constructions de « dégage », « le peuple réclame » par exemple, expressions retentissantes de ce ras-le-bol, formulées sur le tas, voire sans calcul politique, par des foules en transe, est frappant. La situation effervescente a autorisé les mots ; mais les mots ont exprimé, en retour, la situation et l'état d'effervescence. Comme tant d'autres instruments d'action (commissions des quartiers, commissions d'informations et de correspondance), les mots furent également une forme de construction de la nouvelle situation.

Ainsi, développer une sociologie des traces de ce mouvements, en partant, faute de tractes, de manifestes et de témoignages, des signes marqués

sur les murs des rues, des bâtiments et des places publiques pourrait servir d'instrument méthodologique, pratique et empirique d'identification des auteurs de ce mouvement et de leurs revendications, et, permettrait de saisir l'orientation politique des événements et leur évolution progressives.

Les manifestants n'ont pas dessiné seulement des graffitis que l'on voit gravés ici et là ; ils ont inscrits aussi des mots d'ordre, des slogans politiques qui résument des revendications et des enjeux. Parallèlement à l'action sur les murs de face book, twitter et autres réseaux sociaux, une autre action a été menée sur les murs, les devantures des magasins et sur les pavés des voies publiques. Ce fut comme un pavé dans la mare. Formules simples, brèves, expressives et exposées à la vue de tous ces signes, étaient d'un effet mobilisateur sans égal sur les conduites collectives rétives et les réactions des groupes hésitants, longtemps subjugués et réduits à la soumission complète. C'était l'acte par lequel les gens ont rompu l'accord tacite entre pouvoir et dominés, accord monté par un travail idéologique incessant et un exercice de main mise totale sur la société.

On ne prétend, pour autant pas, dans cette analyse, à une sémiologie, au sens strict du terme, des « textes » inscrits sur les murs et les places publiques. Mais notre approche se servirait, tout de même de certains éléments sémiologiques non moins indicatifs (mots, chiffres, symboles, couleurs et autres expressions) et qui pourraient renvoyer, en tant que symboles significatifs à d'autres éléments structurels profonds, comme l'imaginaire politique, la mémoire collective et l'organisation sociale. Ainsi, moins un objet délimité ou découpé au sens réaliste ou substantialiste, on étudie ce cataclysme, dit dans plusieurs usages, « révolution » ou « révolte », à partir de ses traces ou plutôt comme un système de trace d'un mouvement de protestation sans précédent. Traces ou symboles plutôt que substance, notre objet renvoie surtout au

déroulement de ce mouvement. Il ne s'agit pas, à première vue, d'un fait de groupes, bien déterminés, mais plutôt de tendances générales de protestation contre l'ordre établi, tendances où ont pris part des fractions issues de milieux sociaux divers (étudiants, jeunes sans emplois, pauvres, exclus, des groupes précaires, syndicalistes et intellectuels, etc.).

Alors, contre tout substantialisme, ⁽¹⁵⁾ nous construisons l'objet de cette étude à partir des vestiges ou supports symboliques de ce mouvement. Certes, certaines revendications brandies lors des manifestations témoignent de l'orientation sociale des protestations, comme, « le travail, c'est un mérite » (achoglisthihcac), mais il ne faut pas perdre de vue que ces revendications sont aussi l'objet d'une action solidaire animée par des syndicalistes ou des partis politiques. D'ailleurs, les assemblés réunissant jeunes sans emplois, groupes précarisés et étudiants en colère étaient pour la plupart un fait de structures syndicales nationales ou régionales. Une sorte de paternalisme syndical ! Delà, de toute façon, la difficulté d'indiquer les forces réelles qui ont animé des protestations et delà aussi l'importance de s'attarder sur les traces gravées sur les murs, censées révéler les structures sous-jacentes au malaise social. Les auteurs de la dissidence apparaissent brusquement pour inonder pour des moments brefs ou longs les rues, puis ils s'éclipsent. Mais avant de disparaître, ils laissent leurs empreintes : signes, dessins, slogans, symboles fonctionnant comme des codes ou des identifiants qui parlent de ces acteurs. Ces traces expriment le plus souvent un état de tension politique et sociale ; ils agissent par des référents qui renvoient à ce que les manifestants ressentent et ce à quoi ils aspirent. On dirait un discours ! Mots et bribes de mots, phrases sémantiques ou asémantiques⁽¹⁶⁾, poncifs et phrases toutes faites, ces catégories linguistiques revêtent toutes des sens pratiques pertinents et performatifs et s'adressent, comme s'ils étaient des énoncés

complets, à des groupes bien déterminés comme les jeunes et les diplômés sans emplois et les incitent à se rebiffer contre le pouvoir et à prendre part aux événements. Ces catégories désignent aussi un adversaire politique et un front d'action politique. Ce faisant, tout le processus social et politique est construit ou presque dit par ces expressions. C'est le degré pratique de communication et d'action; le langage est l'un des aspects les plus retentissants de cet événement et la mémoire collective n'en retient pas moins. Et il n'est que de citer des catégories comme « dégage », « le peuple veut » qui ne cessent de se banaliser et de revêtir un statut de repère dans l'imaginaire politique. La « révolution » a bricolé son propre langage, en fonction de ses forces. En retour, le langage a construit la « révolution ». Les choses s'expliquent, donc, par une sorte de mouvement circulaire entre les deux faits sociaux. C'est là que réside toute la logique qui préside à ce processus.

A la lumière de cela nous trouvons que, les slogans scandés lors des manifestations sont le produit de l'adéquation entre la tendance sociale et politique qui a animé l'effervescence collective durant presque un mois et les constructions langagières puisées dans le langage quotidien, en fonction d'une certaine contrainte ou nécessité d'expression et de communication. En voici quelques cris des plus retentissants de ce ras-le-bol : « Chômeurs, participez à la révolution », « l'avocat et le chômeur, ensemble pour la révolution », « Emplois, liberté, dignité, citoyenneté », « Du pain et de l'eau mais, RCD non », « Citoyen rejoint nous contre la répression et l'humiliation », « Libertés !libertés ! Non à la présidence à vie », « Ni mandat renouvelé, ni héritage du pouvoir, nous somme avec toi Bouazizi ».

C'est là un des aspects de cette dissidence. Ainsi l'on a inventé, à la lisière du politique des formes originales de mobilisation. Sur le tas, les manifestants ont bricolé des constructions ad hoc

de communication et de protestation, traînant derrière eux partis politiques et syndicalistes.

Bien sûr, les pancartes et les banderoles ne furent pas moins utiles, mais la durée courte des manifestations et le contrôle imposé par les organisateurs leur a donné une portée moindre. En revanche, outre la durée et l'exposition à la vue de tous, l'inscription sur les murs fut surtout un bricolage d'actes politiques, d'autant plus qu'elle émanait, dans la plupart des cas de groupes locaux et d'individus isolés, évoluant à la marge de l'espace politique reconnu.

Ainsi, quelque limitées que soient les traces murales, elles révèlent un état de déstabilisation, si non de renversement des positions des locuteurs dans des rapports inégaux de communication. D'un coté des manifestants, en effervescence et en position de force, de l'autre, des portes paroles du pouvoir fragilisés par la grogne populaire et tenus sur la défensive. Un tel renversement des positions de communication s'est exprimé également par l'émergence d'une autorité de légitimation d'un certain langage de dissidence, propre à ce mouvement. Les mots ne flottaient pas ; socialement structurés ils émanaient plutôt de groupes sociaux déterminés à imposer un nouvel ordre des choses⁽¹⁷⁾. C'est, du moins ce que certains cris laissent entendre⁽¹⁸⁾.

On ne traite pas ici des inscriptions murales comme des expressions spontanées, d'autant plus qu'elles sont imposées par une situation tendue, voire par un contexte social et politique fortement marquée par l'effet d'une logique de rapports de forces entre la dissidence sociale et le pouvoir. Ces expressions ne se limitent, donc, pas à une logique interne et ne s'expliquent, non plus, seulement par les liens entre les groupes de mots, comme c'est le cas dans les analyses de F. de Saussure et N Chomsky⁽¹⁹⁾. La portée sémantique et la charge symbolique des signes et des mots doivent leur pertinence plutôt aux conditions externes aux structures langagières. C'est en fonction d'un

certain effet du contexte social et politique imposé par les protestations qu'il convient de traiter du sens des notions et de l'adéquation entre les expressions et la situation d'effervescence. Les changements des rapports de communication sont très significatifs, c'est une sorte d'écho des changements survenus au niveau des rapports de force politiques entre les locuteurs, en tant que forces en conflits. Le dit dépend, en général, de l'état des forces qui le prononcent. Car comme le souligne Pierre Bourdieu : « l'efficacité du discours hérétique réside non dans la magie d'une force immanente au langage, telle l'illocutionary force d'Austin, ou à la personne de son auteur, tel le charisme de Weber...mais dans la dialectique entre le langage autorisant et autorisé et les dispositions du groupe qui l'autorise et s'en autorise »⁽²⁰⁾. Pour le sociologue du pouvoir symbolique, un tel rapport trouve son accomplissement dans trois moments :

-Un moment « d'énonciation qui donne aux dispositions préverbaux préreflexives une existence objective dans des mots sensés et socialement et socialement sanctionnés ». ⁽²¹⁾ « L'énonciation, ajoute Bourdieu, nomme l'innommé et extériorise l'intériorisé »⁽²²⁾.

-Un moment de dramatisation susceptible « de discréditer les évidences et la doxa »⁽²³⁾.

-Un processus de transgression qui consiste à forcer les censures institutionnelles ou intériorisées qui interdisent le retour du refoulé⁽²⁴⁾.

Tout se passe comme s'il s'agissait d'un acte de procuration : ceux qui parlent sont socialement autorisés à parler. Mais qui les a autorisés et que font-ils en retour ? C'est là tout le sens de la représentation, selon Bourdieu. Il s'agit de voir cette « alchimie par laquelle, le représentant fait le groupe qui le fait », car, c'est là aussi que se « résout le mystère de la magie performative »⁽²⁵⁾. Ce disant, si l'on veut traiter de ce séisme social tunisien comme un événement de

langage⁽²⁶⁾, il ne faut pas perdre de vue que l'acte de parler incarne dans ce cas une position et un état de groupes en transe. C'est donc, dans le face à face qui oppose des forces sociales réelles plutôt que dans les mots ou les constructions abstraites qu'il faut puiser les fondements et le sens de l'acte de parler ou de scander un slogan. Dire ou faire, un tel acte ne dépend pas de lui-même mais des contraintes des forces qui l'autorisent et de leurs dispositions à autoriser. Parler, un tel acte est le produit d'une rencontre de séries causales et indépendantes, affirme Pierre Bourdieu. D'un côté, des dispositions préparées par des habitus linguistiques qui disposent les gens à parler, en fonction de l'intérêt expressif, de l'autre des structures du marché linguistique qui interviennent comme un système de censures. La correspondance entre le dit et la situation, la performance du fait linguistique même seraient dans cette vision une sorte de façonnement social dont les fondements sont à chercher dans les liens entre les mots et les conditions de leur production. Contre l'erreur de la linguistique qui explique la performance à partir du seul fait de la compétence linguistique, Bourdieu propose de voir la production et la circulation des biens linguistiques en tant que produits d'une dynamique qui réunit effets ou coercitions des marchés linguistiques et propensions des habitus. Il ne faut pas chercher dans la langue, ce qui est inscrit dans l'ordre social⁽²⁷⁾. Les mots n'agissent pas uniquement par leurs logiques internes, mais également par les groupes qui les forgent ou s'en servent dans des conditions bien déterminées.

Certes le mot « dégage » dans le contexte tunisien, forgé à la lisière de la vie politique a forcé les censures linguistiques du champ politique, pour s'imposer en tant que mot d'ordre, mais, en effet, ce mot doit son efficacité surtout aux groupes qui en ont fait usage et à un contexte de protestation qui lui a donné une pertinence particulière. Avant le déclenchement des événements du 17/12, la notion emblématique de

ce soulèvement n'avait pas le statut politique qu'elle a revêtu, ultérieurement, à l'échelle de la Tunisie et à l'extérieur, dans les pays arabes et en particulier en Egypte, au Yémen et en Syrie, où la catégorie « irhal », version arabe de la notion de « dégage », a eu le même effet de mobilisation⁽²⁸⁾. La synonymie étroite ou approximative des deux mots nous renvoie à une sorte de synonymie des contextes politiques : partout dans le monde arabe, le ras-le bol est un phénomène suscité par l'autoritarisme politique, c'est le dénominateur commun de ces différents « printemps ». Et le propre du paradigme tunisien de « révolution » reste surtout une affaire de gestion et de contrôle des tensions suscitées par cet éclatement sociétal total. Le mot, usuel et courant, faisait partie du langage ordinaire propre à un usage, voire à un « dialecte » quotidien, mais avec le nouveau contexte, on va le voir revêtir un sens franchement « politique », dans la mesure où il va servir d'instrument de dissidence ou d'hérésie politique de grande ampleur. En intervenant, de façon catégorique, dans les faces à faces, entre émeutiers et agents de pouvoir, dans un contexte de crise et de tensions marquées par un déficit flagrant en action politique, le mot a conquis l'espace politique pour s'y inscrire, comme un vocabulaire original dans le lexique de mobilisation contre l'ordre établi. Le mot politiquement extraordinaire ou hérétique intervient pour trancher dans un contexte extraordinaire aussi. C'est là que se résout tout le mystère de la performance de ce vocabulaire. En fait, la situation tendue a imposé le mot : le groupe qui détient l'efficacité performative du discours, connu et reconnu comme tel, l'a autorisé, pour l'exprimer en tant que force sociale ou autorité qui se propose comme fondatrice d'un nouvel accord social.

Seulement, il s'agit de voir comment cette notion s'est-elle répandue et comment a-t-elle pris de l'ampleur; voilà un point très important dans l'analyse. Expression de ras-le-bol, cette nouvelle catégorie qui semble avoir comblé un déficit

notionnel de mobilisation politique sans conteste, exprime surtout un sens pratique linguistique apte à exprimer, en fonction des circonstances, une position de protestation. C'est ce qui lui a adonné une réception facile parmi des manifestants venus des quatre coins du pays. Expressif, bref et facile à articuler, le mot semble avoir fonctionné comme un exutoire. Et, l'exutoire langagier ne fut pas moins politique. Les événements vont le prouver : le terme magique va servir surtout d'instrument de rassemblement et de cohérence politique. Canaliser les diversités des groupes et des revendications dans une tendance générale de changement ne fut pas facile. Delà l'importance du mot, importance qu'il doit surtout à son rôle centralisateur, ce qui a permis d'orienter politiquement la grogne populaire et de la contrôler. Si, en général, l'énoncé linguistique (le message) porte les traces d'un contexte d'interaction ou de relation entre émetteur, récepteur, code ou référent⁽²⁹⁾, c'est le contexte social qui autorise l'énoncé. Les émeutiers n'ont pas cherché les mots de protestation dans un répertoire spécial; ils les ont prononcés hic et nunc.

Si l'idéologie politique assurait dans les mobilisations classiques l'unité et l'efficacité de l'action des mouvements sociaux, les slogans et les mots bricolés sur le tas pour formuler les attitudes et les représentations des manifestants ont fonctionné dans ce ras-le-bol comme instruments d'encadrement et d'orientation de la dissidence sociale. Toujours est-il, conjuguée à d'autres notions et cris scandés par les animateurs de ce mouvement comme « emplois, liberté, dignité nationale », « plus jamais peur », les formules « dégage », « le peuple réclame... » ont donné aux protestations une charge nettement politique qui tendait, selon les termes de Pierre Bourdieu, à « dénoncer le contrat tacite d'adhésion à l'ordre établi »⁽³⁰⁾. Les émeutiers ont imposé une sorte de bipolarisation linguistique qui n'était en fait qu'un écho de la bipolarisation

politique. Ainsi on a vu, d'une part des catégories critiques et subversives, en hausse, de l'autre, des catégories de conservation et de sauvegarde, en baisse, sinon incertaines et renonciatrices. Le conflit des mots et leur aspect performatif ont évolué en fonction de l'évolution des événements et des changements des attitudes des acteurs.

La détermination des manifestants, l'ampleur des protestations et l'adhésion progressive de plusieurs catégories sociales à ce nouveau processus n'étaient pas sans effet sur les tons et les positions. D'ailleurs, si l'on procède par une analyse du discours, on constate que la courbe d'évolution de la position de la classe au pouvoir a commencé sûre et imperturbable, animée par des notions fermes et énergiques du genre « un acte isolé » « il faut les affronter fermement », mais au fil des jours, la position a changé et le registre conflictuel dans lequel les agents du pouvoir ont exprimé leur politique a fait place à un autre registre chancelant, régressif, et animé par des notions de position flageolante, voire fragile, embrassant parfois un ton populiste et atténué avec un simulacre de compréhension et de concession, se servant de constructions anachroniques, de type « Je vous ai compris ». Bref, un ton de communication à la baisse. On a tout essayé, dialecte tunisien, improvisation des déclarations, promesses, mais « Aléa jacta est », de l'autre côté, c'était le point de non retour.

Par opposition à cela, la courbe d'évolution de la position des protestataires révèle plutôt un ton à la hausse : un changement dans le sens contraire. Ainsi, les cris de protestations qui ont commencé défensifs, réservés, voire craintifs et timorés, ont embrassé, peu à peu un autre ton, annonçant franchement une attitude offensive où l'on a vu, des cris, comme « RCD dégage ! » se succéder aux slogans des débuts, comme « Bouzid libre, bourreau dehors ». Le début et la fin de la courbe exprime le tournant politique des événements et résumant fort bien le changement, entre-temps, des rapports de forces entre les deux camps. Ainsi,

l'aspect performatif d'un tel ou tel mot, quelque important soit-il, en tant qu'usage d'un langage adéquat à la situation concrète⁽³¹⁾, n'était qu'un produit de l'effet des changements des positions de forces sur le déroulement des événements et de leur construction langagière. Si la performance linguistique relève de la compétence de la langue, cette compétence, seule en jeu, ne suffit pas à rendre raison du discours, produit essentiellement de plusieurs facteurs et de conditions sociales, à qui elle doit aussi ses conditions de production. Des contextes bien déterminés et des forces sociales en jeu, pour l'orientation et le contrôle de l'historicité, comptent aussi dans l'analyse. La consistance ou l'efficacité du discours émane essentiellement des groupes qui autorisent ce discours et s'en autorisent⁽³²⁾. Toujours est-il, jeunes et diplômés en chômage, sous employés, ouvriers précarisés, étudiants, lycéens, groupes issus de milieux pauvres, avocats, journalistes libres, intellectuels, constituent les forces qui ont autorisé, dans des faces à face tendus avec les agents du pouvoir, les mots essentiels de cette dissidence. Dire le mot qui correspond à la situation, cela est inscrit dans l'ordre des dispositions des gens. « Dégage » et « le peuple exige » ne furent donc pas des labels idéologique ou partisan préparés à l'avance pour orienter les protestations, c'étaient plutôt des expressions d'un ras-le-bol social. D'ailleurs, semblable à un état de transe ou à un tollé général, ce ras-le-bol ne permettait ni de réfléchir ni de calculer. En revanche, il permettait surtout de s'extérioriser et de se déverser.

II-De l'occupation de l'espace à la subversion de l'ordre symbolique

Partout, dans les grandes villes, comme dans les petites agglomérations, la protestation fut surtout un fait de signes, voire de mots et de slogans significatifs. Et il n'est que d'examiner les traces de ce mouvement pour s'apercevoir du rôle du langage quotidien dans la formulation des revendications sociales et l'extériorisation du mécontentement.

Subite et volatile l'indignation s'est imposée par les mots et les gestes. Les manifestants en ont fait la force de frappe contre l'ordre établi, basé lui aussi sur un système symbolique frappant. L'enjeu de ce mouvement fut, semble-t-il, essentiellement symbolique et, de là, l'acharnement des indignés sur les représentations manifestes de l'ancien régime. Ainsi, arrachage des panneaux et des supports portants inscriptions, slogans, chiffres et portraits de personnalités politiques officielles, destruction de certains édifices, comme les statues, les colonnes commémoratives, décoloration et blanchiment des murs et des devantures portants des signes ou des couleurs de propagande du système dominant, ont tout mis sens dessus dessous. La détermination des indignés était telle que le mécontentement a revêtu l'aspect d'une subversion radicale de l'ordre symbolique⁽³³⁾, s'attaquant à toute forme d'existence ou de résistance du pouvoir déchu. De là, on a vu la couleur blanche chasser la couleur mauve et le chiffre huit se substituer à celui de sept 7, en signe de rupture avec tout ce qui représente l'ancien régime.

Cette inversion de l'ordre symbolique révèle fort bien la portée politique et critique des protestations à l'égard du pouvoir et de ses institutions, ce qui explique d'ailleurs, les conduites violentes des manifestants et l'attitude hostile déversée à flots sur les locaux du parti au pouvoir, alors, et les postes des forces policières, espaces conquis, puis transformés, dans l'euphorie générale, en locaux populaires, et baptisés « Administration de l'emploi », « Maison du peuple », « Maison Bouazizi » et bien d'autres appellations.

Mais, peut-on déduire de ce renversement symbolique une tendance au changement des positions politiques, en l'absence même de forces structurées, seules susceptibles de canaliser le ras-le-bol et de le transformer en un mouvement de longue haleine ? La question vaut, ici, plus que la réponse, même si les événements ont dit leur mot. Déjà, la formation des gouvernements de transition un et deux, la mise en place de la haute commission

de la révolution et le départ de Ghannouchi, l'élection d'une assemblée constituante ont situé les choses dans un processus de grande envergure, processus qui s'apparente à celui des grands bouleversements du dix-neuvième siècle. C'est une posture méthodologique qui nous autorise à interroger empiriquement les traces de ce mouvement et de ses acteurs. Que disent alors ces traces et que pourrait-on en inférer ?

La réalité sociale ne repose pas uniquement sur les rapports de force entre groupes en conflit, thèse soutenue par Marx, mais également sur des rapports de sens et une dimension symbolique, comme le souligne M. Weber⁽³⁴⁾. De là, l'importance de la thèse sur la fonction des représentations et du langage dans la construction de l'ordre social.⁽³⁵⁾

Sans prétendre à l'exhaustivité, le travail anthropologique qu'on a fait dans ce terrain inhabituel, tant par l'objet étudié que par l'aspect morphologique (rues, places publiques, devantures de magasins, etc.) nous a offert une matière riche, inépuisable et dont la charge symbolique, indéchiffrable constitue la dimension la plus importante de l'iceberg. Pour cela, Nous partons de ce qui émerge de l'eau profonde, de l'explicite et du manifeste. Ainsi, Slogans, mots d'ordre, dessins, caricatures et autres symboles constituent l'objet principal de nos observations, ce sont les éléments de départ de ce travail de reconstruction de la dynamique des événements et de leurs évolutions.

D'autre part, le terrain observé (Tunis, l'Ariana, deux centres politiques, par excellence, Kasserine, et Thala, deux épicentres de cette dissidence, Le Kef et Beja, deux villes de l'intérieur du pays, Touiref et Sakiet Sidi Youssef, villages reculés dans les forêts du Kef, sur les frontières tuniso-algériennes) et la diversité des données recueillies, faits ciblés d'avance par notre questionnement, nous ont beaucoup inspiré. En fait, l'analyse que nous développons dans ce travail

est le fruit d'un exercice de va et vient entre construction théorique et données empiriques. Faut-il rappeler que l'un des aspects frappant de ce ras-le-bol réside dans sa capacité d'avoir inventé sur le tas ses propres catégories de mobilisation et de les imposer à la classe politique. En voici quelques traces qui résistent et attirent encore l'attention :

A-Inscriptions murales animant la ville de Tunis

Slogans et formules brèves, signes inscrits en noir et dans un style laconique et sentencieux sur les murs des bâtiments augurent tous un changement de grande envergure dans la vie politique du pays. Sur la rue de Grèce, rue de Rome et rue de Hollande, on lit, entre autres formules de propagande politique ou de célébration de la victoire, essentiellement : « vive la Tunisie libre démocratique », « gloire aux martyres héros », « vive la liberté, à bas Elmbazzaa et Ghannouchi ! », « R.C.D dégage ! », « Game over ». D'autres formules inscrites en grande pompe, comme : « Libres » « », « vive la liberté », « Enfin libres », « Non aux préfets du R.C.D », « oui à la dissolution du R.C.D ». Sur la façade du bâtiment de l'Union bancaire du commerce et de l'industrie l'UBCI, le bâtiment qui ouvre sur l'Avenue Habib Bourguiba, on a inscrits en majuscule : « Tunisie Démocratie et Laïcité », « Thankyou face book », et en minuscule : « Fiers d'être tunisiens ! », « Face book thank ! ».

Un fait évident, les auteurs de ces inscriptions ne se reconnaissent, semble-t-il, que dans ce qu'ils ont fait et dans Face book, idole des jeunes et des acteurs de ce mouvement. Pour cela on ne voit pas du tout cités des organisations comme l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) ou un parti politique quelconque.

B- En parcourant l'artère principale du quartier de Mellesine, on voit inscrits en arabe, en français et en anglais, selon le cas, mais sur un ton agressif, cette fois, des slogans qui expriment à la fois un état de soulagement et de fermeté : « Non aux gouverneurs

du R.C.D et à ses sangliers », « Laïcité », « Non au régime présidentiel », « Oui au régime parlementaire », « Gare à chaque voleur », « Vive la liberté R.C.D out ».

C- Non loin delà, les rues de Bebjdid et Bebmna font voir surtout des formules hostiles aux conduites de récupération et au gouvernement de Ghannouchi 1, formé le 17 janvier 2011. En voici inscrits en rouge sur des murs blancs⁽³⁶⁾ : « Non à Ghannouchi », « Non à la constitution de Ben Ali », « Pour un régime parlementaire ».

Après le sit-in de la Kasba3, on a ajouté d'autres slogans, comme : « Urgent, Bebjdid proclame l'état de siège contre les forces de police », « Fellouja », « Ou on triomphe ou on périt » « », « Ministère de l'intérieur, ministère terroriste », « R.C.D dégage ».

D-A l'Ariana, les murs de l'avenue Habib Bourguiba, l'artère principale de la ville furent, à l'instar des grandes rues de Tunis et des autres villes une tribune politique par excellence, par où les indignés ont déversé leur mécontentement et ont incité les gens à s'investir dans le nouveau processus. Trois slogans semblent résumer l'alignement de la ville sur la position de la rupture : « Plus jamais peur », « Mort au R.C.D », « Liberté pour le peuple de Tunisie ».

E-Pareillement, dans les autres régions de l'intérieur, au Kef comme à Béja ou à Kasserine, les traces expriment, toutes, les mêmes tendances de protestation où sont criés, vilipendés et bafoués les agents du pouvoir et notamment ses instruments politiques et policières. Les tendances de changement furent radicales à un tel point que certains protestataires se sont opposés à la participation même de certaines personnalités du pouvoir déchu, ne serait-ce que pour assurer la transition. Et contre la thèse selon laquelle on ne peut faire du nouveau qu'avec de l'ancien, plusieurs groupes ont brandis, le portrait du

Général Ammar, personnalité militaire, contre les personnalités de l'ancien régime⁽³⁷⁾.

Trois tendances animent ce processus, il s'agit de :

-La position de rupture qui cherche à mettre terme au pouvoir du 7 novembre dénoncé comme régime autoritaire et absolu.

- Une tendance politique aussi mais qui se limite seulement à la dénonciation du caractère répressif de l'intervention du pouvoir contre les indignés.

-Une tendance sociale qui dénonce surtout la politique inéquitable du pouvoir, en matière d'emplois et de répartition des richesses nationales et qui plaide pour une nouvelle politique économique et sociale équitable.

On n'a pas besoin de lire en filigrane ou de déchiffrer les messages des différents cris d'indignation, pour s'en apercevoir du caractère fougueux, impétueux, voire volcanique et explosif de ce mouvement. D'ailleurs, un simple exercice de comparaison des traces laissées par les émeutiers, partout dans les villes et les agglomérations urbaines du pays, permet à lui seul d'en inférer que c'est l'état de ras-le-bol profond qui a suscité cette dissidence et en a fait une tendance générale et irréversible. Partout, les gens se sont exprimés de la même manière. Positions standard ? Pas du tout, mais là c'est tout le travail du conditionnement social. Loin, donc, de la thèse paresseuse et stupide du complot qui réduit ce cataclysme social total en une conspiration fomentée contre le pouvoir, la théorie de l'habitus nous dispose à situer et les gestes et les signes dans une logique sociale et structurelle qui aurait marqué les conduites collectives et les a disposés à s'exprimer de la sorte. Derrière la similarité des gestes et des signes, c'est tout l'effet d'un sens pratique responsable de l'homogénéisation des expressions et des conduites. Issus de milieux sociaux et de conditions identiques ou semblables, les protestataires ont développé des conduites et des réactions analogues et comparables.

E- Le Kef, la ville reculée dans l'espace, à l'intérieur marginalisé du pays, n'a pas manqué le rendez-vous historique. Avec un peu de retard sur son entourage proche (Tadjerwine, Thala, Djerissa, Dehmeni) ou lointain (Kasserine, Jendouba), elle tient pourtant à se situer au vent. Et même sans structures crédibles de mobilisation, la société locale s'accroche et tient à s'exprimer. C'est de toute façon ce que les traces de ses habitants révèlent. La ville emportée, comme dans un tourbillon, par la dynamique nationale de protestation, annonce un rythme rapide de changement et, et ses murs dressent un tableau où sont inscrits les différents moments de protestation dont le dernier, celui de l'après 14 janvier où les messages transmis posent la question de la transition et de ses outils. Ainsi, catégoriques, et résolus les groupes protestataires ont manifesté une position ferme et hostile, à l'instar des autres régions, à l'égard de ce qu'ils considéraient comme un laxisme politique. Les inscriptions murales appellent toutes à la rupture et à la subversion du système des positions politiques réelles. En voici les slogans qui ont attisé le mécontentement local: « Vivre de pain et de l'eau plutôt que de supporter encore le R.C.D », ce, slogan est inscrit sur le bâtiment de la Mutuelle d'Assurance de l'Enseignement M.A.E qui ouvre sur la place Ben Anin, au cœur de la ville, en signe de déclaration publique. Le style d'écriture, l'emplacement annoncent un état d'esprit sûr et résolu : les manifestants affichent leur adhésion à la dissidence et se déclarent, comme s'ils étaient les nouveaux maîtres de la ville. « Le terrorisme ne nous fait pas peur ! Ô Ghannouchi, tu n'es qu'un monteur », « On peut vivre de pain et de l'eau plutôt que de supporter Elmbazzaa », « Non à la terreur », « on ne peut pas détourner notre révolution ».

Un peu plus haut, au sortir de la place Ben Anin, les émeutiers ont transformé le bâtiment de l'institut Bourguiba des langues vivantes en un tableau artistique sur lequel ils ont marqué avec un style rythmé slogans et dessins, en détachant,

comme s'ils chantaient, les parties constitutives des mots, nous citons essentiellement :

« R.C.D Déga Ge », « Nous voulons des instituts supérieurs libres, sans surveillance policière ».

Si l'objet des protestations est le même partout dans ces traces, ce que prouvent d'ailleurs la comparaison et l'observation, les langues utilisées (l'arabe soutenu ou dialectal, le français, l'anglais) révèlent fort bien le poids des jeunes scolarisés et diplômés dans ces événements et donnent à penser aux nouvelles tensions sociales et à leurs langages.

Caricatures, dessins, poèmes, ornements muraux comme des fresques semblent se substituer aux anciennes formes de communication et de mobilisation. ça y est le temps des tractes et des manifestes ; ça y est ! Ce n'est plus le temps des leaders charismatiques et des idéologies toute faites. Les nouveaux temps ont précarisé le travail et l'action sociale. De là, la naissance de nouvelles formes de conflits et de nouvelles « forces susceptibles, selon Alain Touraine, de faire reculer le profit, parce que c'est lui qui détruit les cultures et les individus, abandonne les pauvres et les exclus, tous accusés d'entraver la course au profit maximal. La lutte pour les droits sociaux est parvenue à limiter l'arbitraire des employeurs ; la lutte pour les droits culturels n'est pas encore parvenue à ses fins ; mais elle n'est pas moins nécessaire ».⁽³⁸⁾ Certes, Alain Touraine parle ici de la situation des pays capitalistes ; mais le nouveau contexte des mutations économiques n'épargne pas le reste du monde, là où les exclus et les précarisés ne sont pas moins concernés par les nouvelles mobilisations, en vue de défendre des intérêts et de conquérir des droits. Certes aussi que ces nouvelles mobilisations restent bien loin de l'effet des mouvements sociaux, notion par laquelle, ce sociologue décrit le mouvement ouvrier, les mouvements de libération nationale et le féminisme⁽³⁹⁾ ; mais l'émergence des protestations récentes sur la scène sociale et

politique en Tunisie, en Egypte, au Brésil et dans bien d'autres pays n'est pas une averse passagère. Les nouvelles tensions sociales sont révélatrices d'un malaise structurel profond.

G- Nos observations faites à Béja nous ont permis de voir un autre tableau d'expression des frustrations politiques où le recours à un ton acerbe et à un vocabulaire avilissant témoigne de l'effet des structures culturelles profondes. La place de l'église et les ruelles qui s'en sortent racontent les jours de protestation : « R.C.D...trois sigles du nazisme », « le R.C.D est un cancer. Que Dieu vous protège », « Tout est cité dans le livre sauf le R.C.D. et les chiens », « Être véridique, brave, courageux, franc, et persévérant, ça ne s'apprend pas dans les universités », « Un étable à porcs c'est plus propre que le R.C.D. ».

Si a première vue, ces formules semblent exprimer un sens commun et un état de chaos, l'analyse approfondie pourrait renvoyer et les symboles fascistes et les notions à des registres idéologiques et culturels bien déterminés. Le parti dissout est comparé tantôt à un parti naziste tantôt à une porcherie : deux notions différentes mais qui émanent d'une position hostile qui puise ses fondements dans deux répertoires, l'un à caractère politique, l'autre à caractère politico- religieux. A ce sujet, si la dénonciation revêt ici un aspect d'une insulte ou d'une injure ; insulter, cet acte qui, selon Pierre Bourdieu, n'engage que son auteur⁽⁴⁰⁾ qui veut voir l'objet de l'insulte comme tel est d'une importance méthodologique particulière dans l'analyse des traces d'un mouvement qui va porter sur le devant de la scène d'action des mouvements d'inspirations idéologiques différentes, si non opposées. L'insulte c'est comme la nomination un acte d'institution et de destitution socialement fondé⁽⁴¹⁾. Quant au registre culturel dans lequel s'inscrivent certaines insultes, à l'instar de « chien » et « un étable à porcs », il renvoie, surtout à un état décrié par les représentations religieuses dominantes. Le culturel, on le sait, est d'un effet

particulier sur l'action sociale; et l'on verra, comment, l'évolution des événements va épouser, peu à peu, l'empreinte du religieux et portera au pouvoir le mouvement Nahdha dans une sorte de symbiose politique avec deux jeunes partis laïques.

Les traces murales ont servis donc de signes de présages politiques; elles ont prédit tout. Ainsi, même si les groupes religieux n'étaient pas d'un effet significatif sur le déroulement des protestations, depuis leur déclenchement jusqu'à la chute du président, certaines de ces traces révèlent fort bien l'effet des représentations culturelles et religieuses sur les conduites électorales. C'est ce que l'on infère, du moins, de la formule « nous avons voté pour des gens qui craignent Dieu » qui a bien circulé, après les élections de la constituante, le 23 octobre 2011, en signe de satisfaction politique..

Par ailleurs, ce qui frappe dans ce cataclysme social tunisien, ce n'est pas seulement l'aspect fulgurant et éruptif de l'afflux des émeutiers sur la scène publique, mais également la portée spatiale et temporelle de la dissidence. L'espace et le temps, ces deux catégories semblent constituer un autre enjeu de ce ras-le-bol, enjeu non moins important du point de vue des émeutiers pour qui, la conquête du pouvoir était surtout un fait d'occupation d'espace et de mise en place d'une nouvelle temporalité des événements vécus comme un fait de passage d'une ère à une autre bien différente. Ainsi, dans le village de Touiref, petite agglomération d'environ 5000habitants, située dans les forêts du nord du Kef, ce qui attire l'attention, c'est l'acte par lequel les contestataires, emportés par une marée de colère ont changé le nom de la place 7novembre, dans le centre du village. Baptisée place du martyr Elbrinsi, un militaire tué à Bizerte, après le 14 janvier201, cet espace est devenu l'emblème public local du ralliement de la communauté au nouveau contexte. Et pour situer la destitution symbolique dans les nouveaux temps et surtout pour s'inscrire dans les événements qui ont chassé le pouvoir, en place depuis vingt trois ans, les habitants ont supprimé le

chiffre sept(7), appliqué sur l'ancien mémorial du 7novembre et l'ont remplacé par le chiffre huit(8). Un nouveau nom et un nouveau chiffre d'identification de la place ;ce n'est pas fortuit. Les mots et les signes en général sont là pour sceller le nouvel ordre politique.

La destitution symbolique du pouvoir a commencé dans les petites agglomérations bien avant les sit-in de la Kasba(où les sit-inneurs ont conquis l'espace du gouvernement imposant le départ du premier ministre, Mohamed Ghannouchi), à Tunis. L'élévation du monument de Bouazizi à SidiBouazid et le processus de dénomination, voire d'institution par le quel les habitants de Kasserine ont mis en place une nouvelle géographie politique de la ville⁽⁴²⁾ s'inscrivent dans une logique symbolique par excellence.

- Arracher un portrait, effacer un chiffre pour les remplacer et mettre d'autres repères. De tels actes ne sont pas sans significations, d'autant plus que cela intervient dans un contexte de protestations cataclysmiques. Actes, à la fois, d'institution et de destitution, c'est là la part des mots et des symboles dans l'action et la construction du nouvel ordre social et politique. Nommer, c'est instituer, c'est l'acte par lequel, les groupes, en colère, ont conquis l'espace politique, pour s'imposer, comme acteur dominant, et delà imposer leurs symboles. C'est tout un travail de structuration du monde social⁽⁴³⁾. L'institution, fait de langage, et qui semble fonctionner aussi en tant qu'acte d'imposition et de rapports de forces symboliques, passe nécessairement par l'acte de nomination⁽⁴⁴⁾.

Conquête et appropriation de l'espace, mise en place de nouveaux mémoriaux (portraits des jeunes tués dans les confrontations des émeutiers avec les agents des forces de l'ordre lors des manifestations), destruction des monuments symbolisant la domination de l'ancien régime (portraits et statues), de telles pratiques témoignent, en effet d'une tendance générale de subversion de l'ordre symbolique dominant. Et si les mobiles profonds de

cette tendance émanent d'un malaise social total, les cibles touchées par les protestations révèlent plutôt une position politique hostile, voire dissidente. Reste qu'il faudrait décrire les manifestations de cette position et de ses objectifs non dits, travail d'interprétation et d'analyse qui incombe aux sciences sociales et notamment à l'anthropologie et à la sociologie politiques.

Certes, le caractère social des revendications des émeutiers a marqué et le déclenchement et le déroulement des contestations, mais les enjeux profonds des actes commis par les manifestants (sit-in dans les espaces publics, la mise du feu aux locaux et aux institutions du pouvoir, détermination à aller jusqu'au bout) ont donné une ampleur critique aux événements. Il s'ensuit que, évoquer la portée dénonciatrice de ce mouvement permet à lui seul de situer les conduites individuelles et collectives dans des logiques profondes et de délimiter le caractère dissident ou hérétique des actes d'inversion et de subversion symboliques accomplis dans la foulée des protestations sociales. Tout donne à voir, dans ce processus, qu'il s'agit d'une hérésie politique⁽⁴⁵⁾ qui a mis en cause tout le système dominant. Delà, d'ailleurs, l'importance de rappeler que la politique commence surtout comme une dénonciation de l'ordre établi ; lequel repose sur une sorte de correspondance entre les divisions sociales objectives et les représentations qui permettent l'adhésion à cet ordre.

A la lumière de cela, nous nous interrogeons sur l'aspect hérétique de ce ras-le-bol social et de ses horizons politiques. C'est en rupture avec un état de main mise totale sur la société que le soulèvement du 17/12 intervient comme une forme de dissidence. Il s'agit d'une occasion de réinvention de la politique, au sens de Hannah Arendt⁽⁴⁶⁾. Après le joug pesant des deux autoritarismes, ce soulèvement intervient, contre l'arbitraire pour proposer de poser politiquement les problèmes de gestion et d'orientation de l'œuvre de développement et de les situer au cœur

du fait politique⁽⁴⁷⁾, en tant que fait d'équité et non seulement en tant qu'indicateur de croissance matérielle mesurable par le P.N.B, « le monde matériel repose sur l'équilibre, le monde moral sur l'équité », dit Victor Hugo.

Si le développement est par définition une œuvre publique et collective, comme le souligne Norbert Elias⁽⁴⁸⁾, il revient aux gouvernements et à l'Etat de procéder par des décisions équitables à l'accomplissement de cette œuvre. Ainsi, réinventer la politique, c'est prendre des décisions et des mesures en vue de protéger la chose commune et préserver les intérêts d'« individus intégrés au sein d'une certaine organisation étatique », pour reprendre l'expression de N. Elias⁽⁴⁹⁾. Notion pervertie par une instrumentalisation idéologique et politique excessive, le développement est aussi à réinventer, comme tant d'autres choses. Les auteurs du 17/12 n'ont-ils pas scandé le slogan retentissant : « L'emploi, c'est un mérite », pour protester contre la précarisation du travail et l'exclusion !

Conclusion

L'objet initial de cet article était de traiter des logiques profondes des événements du 17/12 et des dynamiques cachées qui ont présidé à la naissance d'un cataclysme social total qui amis en quelques jours tout sens dessus dessous. Tout est à ramener à une logique d'articulation qui a mis en branle l'individuel et le collectif, le social et le politique, le local et le national. C'est ce qui a transformé l'« isolé », voire l'« insignifiant » en un acte socialement significatif et a donné une perspective sociétale à la dégénérescence des événements. Dégénérer n'est pas un fait spontané, il est le produit de liens cachés entre aspects différents du fonctionnement de la structure sociale. D'ailleurs, même l'identification à l'auteur de l'acte d'immolation, vu comme héro, ce processus psychosocial qui aurait déchaîné différents groupes sociaux contre le pouvoir,

participe de cette logique. Marginalisés, en difficultés, les indignés se sont mis dans la peau de l'immolé.

Par ailleurs, si, par opposition au profil d'un « individu par excès »⁽⁵⁰⁾, le statut fragile d'un individu « par défaut »⁽⁵¹⁾ et « sans ressources » semble marquer aujourd'hui de plus en plus la sphère de l'action sociale, les nouvelles solidarités, en émergence, reposent toutes sur ce qu'on peut appeler une idéologie, implicite ou explicite, de droit et de citoyenneté. Droits sociaux et politiques, citoyenneté sociale, ces catégories constituent un catalyseur d'action et de solidarité ; c'est la nouvelle ressource qui semble procurer à l'individu isolé audace et assurance. Vulnérable et fragile, l'individu lâché par l'État, la classe sociale et le syndicat se reconnaît aujourd'hui plutôt dans de rudes épreuves, face aux difficultés. Pour cela on le voit se prendre en charge : il proteste et cherche incessamment à se procurer des moyens d'action. Mais si les conflits et les tensions sont gérés dans le capitalisme de l'ère industrielle, en fonction de certains rapports de forces entre acteurs organisés, l'individu d'aujourd'hui gère ses tensions en fonction d'une certaine capacité de négociation d'un statut de droit. Au nom d'une idéologie de droit (droit au travail, au logement, au soin, etc.), l'« individu incertain » mène une action incertaine aussi, d'où ces recours incessants à l'immolation et au suicide. De l'action à partir d'un rôle et d'une position de fait, dans l'entreprise, à la mobilisation à partir d'une situation potentielle.

C'est cette nouvelle idéologie qui semble avoir mis en branle le mouvement protestataire du 17/12 et qui lui a donné ampleur et réception parmi des groupes bien structurés de la petite et moyenne bourgeoisie. Si la position dans le procès de production permettait à l'individu de se faire une représentation de ce qu'il est de ce à quoi il aspire, le mérite, le droit et la quête de l'équité sont les maîtres mots de mobilisation, à l'œuvre aujourd'hui. L'individu se mobilise et invente de nouvelles formes d'action et de résistance. Il se

réfère surtout à des constructions de type, « citoyens du monde », « société civile planétaires », « rassembler sans unir ». Ces catégories semblent fonctionner comme de nouveaux labels d'action et de mobilisation.

Défaites ou apprivoisés (par la précarisation du travail et par la corruption d'un certain syndicalisme), les conflits et les mouvements sociaux du capitalisme national et industriel ont perdu leur force. L'heure, aujourd'hui, serait plutôt pour le subit et l'incontournable. Qu'en serait-il, alors, de ce subit et de son impact sur les structures de nos sociétés ? Les nouveaux horizons des dynamiques à l'œuvre, voilà maintenant cinq ans, ne semblent pas se limiter aux revendications sociales. Ce qui va se poser de manière plus ou moins frontale, c'est surtout la question du pouvoir et des fondements des dominations et des légitimités en place depuis plus d'un demi siècle, d'où ces tendances au changement des systèmes politiques dominants, objet de notre article intitulé **Du ras-le-bol à la réinvention du politique**. La dissidence a commencé sociale et revendicative, puis s'est pas transformé en une hérésie politique et suggestive?

Bibliographie

Aron Raymond, Les étapes de la pensée sociologique I, Cérès Editions, Tunis, 1994.

Allal Amin et Geisser Vincent, « Tunisie : « Révolution de jasmin ou intifada ? », in Mouvements n°66, été 2011.

Aya ri Michaël, « Non les révolutions tunisienne et égyptienne ne sont pas des révolutions 2.0 », in Mouvements n°66 été 2011.

Bateson, Birdwhistell, Goffman, Hall, Jackson, Schefflen, Sigman, Watskawick, La nouvelle communication, textes recueillis et présentés par Yves Winkin, Editions du Seuil, 1981.

Bagault Céline, « Protoster autrement », in Sciences Humaines, Série Les grands dossiers, n°33 ? Décembre 2013 janvier et février 2014.

Baudrillard Jean, Pour une critique de l'économie politique du signe, Cérès Productions, Tunis, 1995.

Bourdieu Pierre, -Langage et pouvoir symbolique, Editions Fayard, 2001.

-Raisons pratiques, sur la théorie de l'action, Editions du Seuil, 1994.

-Questions de sociologie, Cérès Productions, 1983.

BozarslanHamit, « Réflexion sur les configurations révolutionnaires tunisienne et égyptienne », in Mouvements n°66 été 2011.

Bonne Foy Laurent, « Les révolutions sont-elles exportables ? « L'effet domino » à la lumière du cas yéménite », in Mouvements n°66été 2011.

Castel Robert, -La montée des incertitudes, Travail, protections, statut de l'individu, Editions du Seuil, 2009.

-« La précarité ou l'individu par défaut », in Molénat Xavier(Sous la Dir.), L'individu contemporain, Sciences Humaines Editions, 2006.

Elias Norbert, Qu'est-ce que la sociologie ?, Editions de l'Aube, 1991.

Graf Alain et Le Bihan Christine, Lexique de philosophie, Seuil, 1996.

Kridis Noureddine, Penser la révolution, RMR Editions, Tunis, 2011.

Khosrokhavar Farhad, The new arab revolutions that shook the world.

L. Farro Antimo, Les mouvements sociaux, Les presses de l'Université de Montréal, Canada, 2000.

Mauss Marcel, Essais de sociologie, Editions de Minuit, 1968-1969.

Ouali Ilikoud, « Le printemps berbère et octobre 88, analyse comparée de deux

mouvements, in Didier Le Saout et Marguerite Rollinde(Dir.), Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb, Paris, Karthala, 1999.

Passeron Jean-Claude,- Le raisonnement sociologique, Albin Michel, 2006.

-« L'espace wébérien du raisonnement comparatif », introduction in Weber Max, Sociologie des religions, Gallimard, 1996.

Ouannes Moncef, Révolte et reconstruction en Lybie Le ROI et le Rebelle, L'Harmattan.

Todorov Tzvetan, L'expérience totalitaire, La signature humaineI, Edition du Seuil, 2011.

-Un nouveau paradigme, pour comprendre le monde aujourd'hui, Fayard, 2005. □

- La voix et le regard, Seuil, 1978.

Weber Max, Le savant et le politique, Editions 10/18, 1963.

Wieviorka Michel, La violence, Hachette Littératures, 2005.

⁽¹⁾ . CF.Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui, Fayard 2005, p.187.

⁽²⁾ .CF. Les étapes de la pensée sociologique, Cérès Editions, Tunis, 1994, p. 348.

⁽³⁾ « Vies minuscules », « étincelles minuscules », « héros minuscules », « histoires minuscules », constructions utilisées par Pierre Michon pour raconter les révolutions arabes et repris par David Fontaine, dans un article intitulé Laisser du printemps au temps, voir Canard enchaîné, mercredi 21mars 2012 :l'article pose un problème méthodologique, à savoir comment raconter et narrer les soulèvements immenses en Tunisie et en Egypte, et delà il évoque l'importance du retour aux histoires minuscules comme celle de Bouazizi

⁽⁴⁾ Passeron(Jean-Claude), Le raisonnement sociologique, Editions Albin Michel, 2006, p.128.

⁽⁵⁾ . CF. Aron Raymond, Les étapes de la pensée sociologique I, Cérès Editions, Tunis, 1994, p. 348.

⁽⁶⁾ Alain Touraine distingue radicalement entre mouvements sociaux et nouveaux mouvements sociaux. Il distingue également entre mouvements sociaux et formes ordinaires et quotidiennes de protestation. Voir notamment Critique de la modernité, Fayard, 1992, p.315 et Un nouveau paradigme, pour comprendre le monde aujourd'hui, Fayard, 2005, pp.131-132.

⁽⁷⁾ . Sur cette question, CF. Passeron Jean Claude, « L'espace wébérien du raisonnement comparatif », in Sociologie des religions, Editions Gallimard, 1996, pp. 1-49.

⁽⁸⁾ Bourdieu Pierre, Questions de sociologie, Cérès productions, 1993, p.10.

⁽⁹⁾ . Ibid., p. 19, 20.

⁽¹⁰⁾ .C.F.Bagault (Céline), « Protester autrement », in Sciences Humaines, série Les Grands dossiers, n°33, Décembre 2013, Janvier-Février 2014, p. 42.

⁽¹¹⁾ Ibid.

⁽¹²⁾ Ibid.

⁽¹³⁾ Ibid.

⁽¹⁴⁾ Ibid.

⁽¹⁵⁾ C.F. Bourdieu (Pierre), Raisons pratiques, sur la théorie de l'action, Editions du Seuil, 1994, p.53.

⁽¹⁶⁾ Ces mots et phrases gravés ou écrits en stylos sur les murs de certaines villes furent notre objet d'observation, voir également Dégage, la révolution tunisienne du 17 décembre 2010 au 14 janvier 2011 livre –témoignages, Editions du Lateur, Alif p.126.

⁽¹⁷⁾ Selon John B Thompson, dans sa préface du livre de Pierre Bourdieu, Langage et pouvoir symbolique, l'auteur de ce livre reproche aux analyses sémiotiques et sémiologiques qui s'inspirent de F. de Saussure, le fait qu'elles négligent l'impact des conditions sociohistoriques de production et de réception des textes, voir Bourdieu Pierre, langage et pouvoir symbolique,

Editions Fayard, 2001, p.11.

⁽¹⁸⁾ Parmi ces cris, les plus nets furent : « Le peuple réclame la dissolution du régime », « RCD you are doomed ».

⁽¹⁹⁾ Bourdieu Pierre, langage et pouvoir symbolique, op. Cit ;

⁽²⁰⁾ Ibid.pp.189-190.

⁽²¹⁾ Ibid.

⁽²²⁾ Ibid.

⁽²³⁾ Ibid ;

⁽²⁴⁾ Ibid. p.157.

⁽²⁵⁾ Ibid.

⁽²⁶⁾ Voir à titre d'exemple l'analyse de JradNebiha « Quand dire c'est faire : la révolution tunisienne, un événement de langage fait l'histoire », in, Bulletin de l'I.R.M.C, avril-août, 2011, n°6, pp.11-12.

⁽²⁷⁾ Ibid. p.60.

⁽²⁸⁾ Les gens se servent aujourd'hui de cette notion et l'utilisent partout là où il ya des mouvements de protestation contre les responsables administratifs des établissements publics et des entreprises, pour décrire les positions radicales et les mesures de destitution ou de limogeage prises contre ces dirigeants. Ainsi, les formules « on a dégagé le directeur », « on va le dégager », sont devenues monnaie courantes dans le langage de ces mouvements.

⁽²⁹⁾ .CF. Todorov Tzvetan, L'expérience totalitaire La signature humaine, Editions du Seuil, 2011, p.111.

⁽³⁰⁾ .C.F.Bourdieu(Pierre), Langage et pouvoir symbolique, Op ; cit, p.188.

⁽³¹⁾ Bourdieu Pierre, Langage et pouvoir symbolique, Op ;Cit ; pp.12-60. Soulignant l'importance de la relation entre les habitus linguistiques et les marchés de censure et de sanction qui contrôlent la circulation des mots, Bourdieu évoque la distinction faite par F de Saussure entre la langue et la parole et la distinction faite par Chomsky entre la compétence linguistique (qui signifie la connaissance des

règles de la langue) et la performance de la langue (qui signifie l'usage effectif du langage dans des situations concrètes). Et delà, il fait allusion à l'erreur de la linguistique qui consiste à chercher dans la langue ce qui se produit dans l'ordre social.

⁽³²⁾ Ibid. pp. 189-190.

⁽³³⁾ Il convient de rappeler ici que cet acharnement contre les symboles de l'ancien régime allait de paire avec d'autres pratiques d'occupation d'espaces, de sit in dans certains établissements publics et de contrôle des quartiers.

⁽³⁴⁾ .C.F. Corcuff (Philippe), les nouvelles sociologies, Editions Nathan, Paris, 1995, pp.35-6.

⁽³⁵⁾ .Ibid.

⁽³⁶⁾ Le rouge tranchant sur un fond blanc annonce un contraste, une distinction et une détermination, La couleur est significative, c'est le quartier fief du grand club de football, le Club Africain dont le maillot rouge et blanc a été porté par plusieurs jeunes lors des manifestations et des assemblées générales tenues dans les places publics et notamment dans l'avenue Hbib Bourguiba, depuis le déclenchement des protestations, le 17 décembre 2010.

⁽³⁷⁾ . Les manifestants, lassés du parti déchu, ont scandé avec enthousiasme le slogan : « Oui au général Ammar, non au rassemblement, parti traître ».

⁽³⁸⁾ .C.F. Touraine (Alain), Après la crise, Editions du Seuil, 2010, pp.75-76. Voir également Ziegler(Jean), Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent, Editions Fayard, 2002, pp.277-331. Le sociologue suisse évoque l'impossible capacité d'autorégulation des sociétés, après la mort de l'Etat républicain sous l'effet de l'économie néo libérale et qualifie le capitalisme contemporain « qui a oublié ses origines protestantes », de « stupide et de cynique ».

⁽³⁹⁾ .Voir à ce sujet Alain Touraine, Un nouveau paradigme, Op ;Cit ;p.131. où l'auteur évoque l'alter mondialisme, en tant que forme de mobilisation et d'action qui se substitue, à la lumière des changements imposés par la globalisation, aux mobilisations syndicales et ouvrières de la

société industrielles ; même si cet alter mondialisme ne parvient pas à définir « au nom de qui, de quels intérêts ou de quelle conception de la société il lutte de sorte qu'une confusion s'instaure entre la défense de certains intérêts acquis et des revendications menés effectivement au nom des catégories les plus directement dominées ».

⁽⁴⁰⁾ . Voir Bourdieu(Pierre), Langage et pouvoir symbolique, Op ; Cit ; p. 156.

⁽⁴¹⁾ .Ibid.

⁽⁴²⁾ Pour s'inscrire dans le nouveau processus et confirmer l'adhésion aux changements, en cours, dans le pays, les habitants de Kasserine ont procédé par un travail d'autoglorification de la ville et en acte d'hommage aux martyrs du soulèvement de solidarité avec Sidi Bouzid, les habitants ont appliqué des écriteaux et des pancartes à l'entrée de la ville et sur les bâtiments où ils ont inscrit en grosses lettres slogans et expressions de reconnaissance, comme : « Kasserine, ville des martyrs et berceau des révolutions », « Salle des martyrs »(pancarte dressé sur les murs de la salle de sport)

⁽⁴³⁾ .C.F. Bourdieu Pierre, langage et pouvoir symbolique, Op ;Cit ; p. 155.

⁽⁴⁴⁾ .Ibid. Pierre Bourdieu évoque la consistance de la théorie néokantienne, conférant au langage et aux représentations sociales une consistance symbolique, et attire l'attention sur leur fonction dans la structuration du monde social.

⁽⁴⁵⁾ .Ibid. pp. 187-188., Pierre Bourdieu parle de la politique comme un fait hérétique, c'est-à dire comme une rupture avec le pouvoir en place, rupture qui met terme à ce qu'il appelle l'adhésion originnaire à l'ordre social et qui repose sur l'adéquation entre les structures objectives et les structures mentales ou schèmes classificatoires.

⁽⁴⁶⁾ Expliquant Aristote, Hannah Arendt entend par « le politique » ce qu'on désigne aujourd'hui par espace public ou polis, espace commun à tous les citoyens et où chacun délibère librement des affaires publiques. Et par « la politique » elle

entend l'œuvre ou l'art de délimiter et de conserver l'intégrité de cet espace. Voir à ce sujet Graf Alain et Le Bihan Christine, Lexique de philosophie, Editions du Seuil, 1996.

⁽⁴⁷⁾ Dans la perspective de cette distinction entre le politique (espace qui doit être protégé par la politique) et le politique (art de protéger cet espace), on admet que, l'œuvre de développement et conformément à ce que dit Norbert Elias est avant tout une œuvre publique, voire une partie prenante de cet espace qui relève de la compétence des politiques économiques et sociales.

⁽⁴⁸⁾ .C.F. Elias Norbert, Qu'est-ce que la sociologie ?, Editions de l'Aube, 1991, pp. 178-179. Le sociologue allemand distingue entre le développement comme action imputée à une structure ou un individu et le développement entant que fait impersonnel et de transformations autonomes de la société.

⁽⁴⁹⁾ .Ibid.

⁽⁵⁰⁾ .CF. Castel Robert, La montée des incertitudes, travail, protection, statut de l'individu, Editions du Seuil, 2009, p.433.

⁽⁵¹⁾ . Ibid. Voir également, Castel Robert, « La précarité ou l'individu par défaut », in Molénat Xavier (Sous la Dir.), L'individu contemporain, Regards sociologiques, Sciences Humaines Editions, 2006, pp.149-154.